

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2025 – 2026

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions
RG1	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2024-2025: a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
RG3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.
RG4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : <u>Par le cabinet ministériel :</u> a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <u>Par le ministère ou l'organisme :</u> e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense;

#	Liste des questions
	g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. <u>Par un professionnel ou par une firme externe :</u> i) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
RG5	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u> a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <u>Donnée par un professionnel ou une firme externe :</u> d) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
RG6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
RG9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet;

#	Liste des questions
	f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.
RG10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.
RG11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) les distributeurs d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
RG12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois), de chaque dépense liée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion

#	Liste des questions
	de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) les coûts d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
RG13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région;

#	Liste des questions
	r) concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024.
RG14	a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées. b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
RG15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) le propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
RG16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
RG17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

#	Liste des questions
	a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.
RG23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégories.
RG25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
RG26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.
RG27	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées;

#	Liste des questions
	c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
RG33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
RG42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
RG43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses;

#	Liste des questions
	e) la firme retenue; f) les coûts.
RG44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
RG45	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
RG46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure: e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2025;
RG47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure: h) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
RG50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
RG51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
RG52	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
RG55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) La liste de tous les concours et tirages réalisés; b) Les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix;

#	Liste des questions
	c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) La liste des concours qui ont pris fin.
RG56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
RG57	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer : a) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) Le type d'incidents; c) Les sommes dépensées en gestion des incidents.
RG58	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
RG59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
RG60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones : a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
RG67	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
RG69	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
RG72	Pour 2024-2025, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; a) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

#	Liste des questions
RG73	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2024 figurent sur le site internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
54. Liste des toutes les formations (incluant les formation continues et celles menant à l'obtention d'un diplôme), conférence, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi.
22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi.
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
63. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
68. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Questions dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025.

61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans
65. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
70. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Questions qui ne trouvent pas application pour le Tribunal administratif du travail.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 : le montant total des primes au rendement des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismes contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
53. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
64. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
66. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Question dont la réponse sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 du Tribunal administratif du travail

71. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Endroit	Date de départ	Date de retour	Coûts globaux (transport, hébergement, inscriptions...)	Noms des personnes et titres
Winnipeg	2024-09-18	2025-09-20	1380,03 \$	Annie Beaudin Vice-présidente
Winnipeg	2024-09-18	2025-09-23	1376,84 \$	Dominique Benoît Vice-présidente
Raison du voyage : Labour Relations Board				

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l’atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l’impact de la campagne.

Le TAT n’a fait aucune dépense à ces fins.

SOURCE :
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

- e) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement :

1 945 \$ pour un événement, soit un kiosque pour *Le Grand Rendez-vous de la CNESST* du 7 novembre 2024 à Montréal.

- f) le but visé par chaque dépense :

Faire connaître le Tribunal au grand public.

Les sous-questions **g)** et **h)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

Le Tribunal n'a fait aucune dépense à ces fins.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu :

Technologia

Les sous-questions **c)** et **f)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les sous-questions **d)**, **e)**, **h)** et **i)** sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) : <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION : Direction des ressources financières et matérielles

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) la date d’octroi du contrat;

e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

f) l’échéancier;

g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Voici la liste des contrats octroyés entre le 1 ^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 :			
Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d’octroi	Montant
Alliance des cadres de l’État	Formation : Développer son sens politique pour influencer stratégiquement	Gré à gré	3 000 \$
Artopex inc.	Acquisition de bancs d’essai pour le mobilier à aire ouverte du MTAA	Gré à gré	24 027 \$
Artopex inc.	Acquisition de casiers	Gré à gré	6 371 \$
Bélanger, Serge	Création d’un programme de formation médicale initial pour les juges administratifs	Gré à gré	14 000 \$
Bernier, Jean	Formation : Les services essentiels : l’histoire du droit, une perspective internationale et les incidences de l’arrêt Saskatchewan	Gré à gré	1 000 \$
Bounty inc.	Acquisition de chaises pour le mobilier à aire ouverte du MTAA	Gré à gré	2 275 \$
C2 Innovations inc.	Service d’accompagnement pour l’implantation de l’outil de billetterie C2	Gré à gré	7 500 \$
CEGEP de Saint-Jérôme	Formation personnalisée en anglais en milieu de travail	Gré à gré	9 500 \$
Centre de Formation par l’Action inc.	Formation : Gestion efficace des émotions et de la pression – formation adaptée à la réalité des juges administratifs du Tribunal et à leurs fonctions	Gré à gré	2 000 \$
Chez, Jennifer	Formation : Neurobiologie du trauma et structure de l’entrevue cognitive adaptée aux traumatismes ECAT	Gré à gré	1 685 \$
CPS Média inc.	Location d’un emplacement pour <i>Le Grand Rendez-vous de la CNESS</i>	Gré à gré	1 945 \$
Débia, Maximilien	Formation : Les bioaérosols	Gré à gré	1 000 \$
Directions on Microsoft	Abonnement à la revue « Directions on Microsoft »	Gré à gré	6 745 \$
Falcon, Émilie	Formation : Mise-à-jour sur la COVID	Gré à gré	1 000 \$

Liana	longue		
GPHY inc.	Mise en place de la plateforme Elias pour la gestion et réservation des espaces de travail	Gré à gré	5 000 \$
La Pierre Angulaire, Consultants	Service d'expert-conseil dans le cadre du projet de déménagement des bureaux de Québec	Gré à gré	22 275 \$
Lévesque, Jacques	Service de traduction	Gré à gré	24 000 \$
Libéo inc.	Hébergement des sites internet	Gré à gré	6 545 \$
Novipro	Service d'accompagnement pour l'installation et la mise en place des licences Commvault pour le backup de Microsoft Office 365	Gré à gré	4 445 \$
PG Solutions inc.	Renouvellement du logiciel SyGED	Gré à gré	4 963 \$
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	Formation : Les troubles de la personnalité : particularités et enjeux de gestion	Gré à gré	3 625 \$
RIQ	Service de machine virtuel VPS et de relais de courrier entrant sécurisé RCES	Gré à gré	3 577 \$
RIQ	Service d'environnement cloisonné	Gré à gré	15 000 \$
RIQ	Service de lien fibre privée 100Mbps	Gré à gré	19 800 \$
Rouleau, Dominique	Formation : Les pathologies de l'épaule	Gré à gré	1 000 \$
SécurPlus	Acquisition et installation d'un système de caméra de surveillance	Gré à gré	17 144 \$
Siemens Canada Ltée	Service d'entretien du système de sécurité de contrôle d'accès Sphinx	Gré à gré	7 272 \$
Solotech	Acquisition d'équipement audio pour une salle de réunion	Gré à gré	1 330 \$
Solutions Notarius	Abonnement au service de signature électronique ConsignO Cloud	Gré à gré	19 200 \$
Solutions informatiques InSo inc.	Installer et configurer l'équipements pour des salles d'audiences numériques et de visioconférences	Gré à gré	6 316 \$
St-Jean, Marie-Chantal	Service de coaching professionnel	Gré à gré	4 000 \$
Université Laval	Formation : Gérer et mobiliser ses équipes à distance	Gré à gré	4 300 \$
XYZ Technologies	Acquisition de prises d'alimentation connectées en wifi	Gré à gré	19 638 \$
Ytria	Renouvellement de la suite EZ	Gré à gré	4 536 \$
Zen & Cie	Conférence interactive sur les bénéfices associés à une vie active et les habitudes optimales à mettre en place afin de rester actif	Gré à gré	1 750 \$
Total :			277 764 \$

Les sous-questions **b), d), f) et g)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée sur le site du Tribunal administratif du travail. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction générale des services à l’organisation

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Le TAT n'a initié aucun projet correspondant aux critères définis par les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)

Note :

De l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

SOURCE : Direction des technologies de l'information

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG10

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

a) les coûts estimés par année

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données

En 2024-2025, les coûts totaux sont de 445 036 \$.

Hébergement du tenant Microsoft Azure et des licences : 433 615 \$.
Courtier en infonuagique du MCN et CAG : 11 421 \$.

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité

Aucune pénalité en 2024-2025.

d) la liste des fournisseurs

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

e) une copie du plan de déploiement

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des technologies de l'information

COLLABORATION : Direction des ressources financières et matérielles

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) les distributeurs d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, les sommes dépensées par la haute direction sont de :

Photocopie :	1 488 \$
Mobilier de bureau :	0 \$
Ameublement :	0 \$
Décoration et l'embellissement :	0 \$
Distributeurs d'eau de source :	0 \$
Frais de transport :	11 475 \$
Frais d'hébergement :	8 606 \$
Frais de repas :	4 241 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	3 539 \$ (aucun alcool n'a été acheté)

Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

Les sommes dépensées à ce chapitre par la haute direction sont de :

- I. a) au Québec : 1 485 \$
- II. b) à l'extérieur du Québec : 3 801 \$

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

- b)** Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme :

57,33 \$

- c)** Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme :

0 \$

- d)** Les coûts de résiliation, s'il y a lieu :

0 \$

Les sous-questions **e)**, **i)**, et **j)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions **a)**, **f)**, **g)** et **h)** l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 4 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements

hospitaliers.

- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.

.../2

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Le Tribunal n'a pas aboli de poste en 2024-2025.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le Tribunal n'a pas de postes vacants, autres que ceux actuellement en processus de dotation.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présente au rapport annuel de gestion.

r) concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.

Depuis le 1^{er} novembre 2024, 6 postes sont demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG14

- a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) **Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

40 remplacements ont été effectués conformément au Plan de gestion des ressources humaines et en conformité avec la cible NHT établie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

10 retraités ont été engagés pour répondre à des besoins ponctuels.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les travaux visés :

Saint-Jérôme :	178 559 \$ (2018-2019)
Sept-Îles :	288 202 \$ (2018-2019)
Saint-Jean-sur-Richelieu :	691 996 \$ (2020-2021)
Gatineau :	194 255 \$ (2020-2021)
Montréal :	7 399 901 \$ (2022-2023)
Joliette :	758 500 \$ (2022-2023)

e) la durée du bail;

Le Tribunal ne signe aucun bail. C'est la SQI qui est détentrice et signataire de l'ensemble des baux, et le Tribunal signe des ententes d'occupation directement avec cette dernière.

g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Nous vous référons à la réponse de la sous-question e).

Les sous-questions **h)**, **i)**, **j)**, et **k)** ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour les sous-questions **a)**, **b)**, **c)** et **f)**, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) :

<https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;

b) la valeur estimée de ceux-ci;

c) les coûts d'entretien annuel;

d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Le TAT n'avait aucun actif immobilier excédentaire inoccupé en 2024-2025.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 20 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, il n’y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

SOURCE : Direction générale des services à l’organisation
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 20 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, aucun membre du personnel du TAT n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun membre du personnel du TAT n'était dans cette situation entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Voici les détails relatifs aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc., et ce, pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025. Le nom des fournisseurs n'est pas mentionné puisque le TAT transige directement avec les éditeurs de périodiques ou les producteurs de bases de données. Le Tribunal n'utilise pas les services d'agences intermédiaires.

La sous-question **d)** ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

TITRE DU DOCUMENT	COÛT (\$)
Accès à l'information et protection des renseignements personnels : principes généraux et contentieux	350
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	1 044
AMA Guides Newsletter [En ligne]	893
Annals of Work Exposures and Health (Internet) + Occupational Medicine Print and Online	6 100
Annuaire téléphonique du Québec [en ligne]	35
Annotated Employment Insurance Act	269
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement	1 463
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel	324
Canadian Employment Safety and Health Guide et e-bulletin	6 813
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée	2 275
Clarke's Canada Industrial Relations Board	1 282
Code civil Québec = Quebec Civil Code	250
Code criminel	250
Code de procédure civile annoté et commentaires de la ministre de la justice	357
Code de procédure civile du Québec	250
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail	1 976
Contrats des organismes publics québécois	5 150
Contrôle de l'action judiciaire gouvernementale	6 702
Droit de la santé : lois et règlements	396
Droits de la personne et les relations du travail	804
Droit municipal principes généraux et contentieux	3 802
Employer's Health and Safety Manual (Ontario)	852
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance	708
Employment Law in Canada	3 295

Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, neurologie, pathologie professionnelle et de l’environnement, pneumologie, psychiatrie	1 781
Frais de justice : législation annotée	366
Gestion : revue internationale de gestion	65
Gestion plus Info-Employeur	264
Journal of Bone and Joint Surgery. American Volume Bundle Network Access (Internet) + New England Journal of Medicine & NEJM Evidence Bundle Site Access	6 934
Journal of Occupational and Environmental Hygiene + Work & Stress	5 906
Journal of Occupational and Environmental Medicine	2 518
Labour Relations Board Remedies in Canada	2 128
Lois du travail	250
Médecin du Québec	200
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, 2e éd.	942
Ontario Health & Safety Law	1 800
Practice and Procedure before Administrative Tribunals	28 740
Profession santé – abo. 2 ans	178
Rapports individuels et collectifs du travail	426
Relations de travail	3 268
Les relations de travail au Québec (public et privé)	9 134
Remedies in Labour, Employment and Human Rights Law	7 610
Revue de droit RDUS	58
Revue Gestion HEC accès complet	65
Scandinavian Journal of Work Environment and Health	757
Société par actions au Québec	730
Spine	9 927
Tableau des modifications et index sommaire	112
Trade Union Law in Canada	3 250
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées	525
WHMIS Compliance Manual	1 056
TOTAL	134 630

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) :

TITRE DU SITE	COÛT (\$)
Labour Spectrum Classic (base de données)	4 984
Law Source (base de données)	2 139
Quicklaw (base de données)	5 040
Repères (base de données)	119
TOTAL	12 282
GRAND TOTAL	146 912

SOURCE : Service des ressources documentaires
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 24 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Le TAT ne possède aucun abonnement pour une quelconque activité.

Le TAT n’a fait la réservation d’aucune loge pour une quelconque activité.

Le TAT n’est membre d’aucun club privé ou autre.

SOURCE : Service des communications
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

a) le nom du site Web : www.tat.gouv.qc.ca

b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo

c) les coûts de construction du site :
Aucun coût n'a été déboursé en 2024-2025. Le site est en ligne depuis le 13 décembre 2017 et n'a pas été refait depuis. Toutefois, les mises à jour du système de gestion de contenu Typo3 ont été faites.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 6 545 \$
Entretien : 30 000 \$
Mise à jour : 37 500 \$

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Aucune modernisation ou refonte.

h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

Domaine tat.gouv.qc.ca : 83,40\$ (6,95\$ par mois)

Les sous-questions f), g), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

a) le nom du site Web : topo.tat.gouv.qc.ca

b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo

c) les coûts de construction du site :

Aucun coût n'a été déboursé en 2024-2025.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Inclus avec le site tat.gouv.qc.ca

- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :**

Aucune modernisation ou refonte.

- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines :**

Les coûts sont inclus dans ceux du site www.tat.gouv.qc.ca

Les sous-questions **f), g), i) et j)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION : Service des communications

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, aucune dépense n'a été effectuée à ce chapitre.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2024-2025.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, un montant de 36 899,44 \$ a été versé à titre de primes ou bonis.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.

Catégorie d'emploi	Montant
Membres (Juges administratifs)	169 950,00\$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

a) La dépense totale (opération et capital)

5 255 047 \$

b) Les grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

La réponse aux sous-questions **d)** et **e)** sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION : Direction des technologies de l'information

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d’employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

	01-04-2024 au 31-01-2025
Montant total octroyé	342 964 \$

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

Barreau du Québec
Collège des médecins

c) Le nombre d’employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

187 personnes

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Le TAT n'a fait aucun sondage ou enquête d'opinion auprès de la clientèle externe au cours de l'exercice.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG44

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Location de 2 véhicules hybrides rechargeables : 18 819 \$

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG45

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG46

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure:

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2025;

Pour 2024-2025 :

Il n'y a aucun poste budgétaire spécifique de prévu pour la mise en œuvre des mesures incluses au plan d'action à l'égard des personnes handicapées. L'ensemble des mesures ont été réalisées à même le budget de fonctionnement du TAT.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du Tribunal administratif du travail.

<https://www.tat.gouv.qc.ca/le-tribunal/publications-et-documents>

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation
COLLABORATION : Direction des ressources financières et matérielles
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG47

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure:

h) Plan d'action de développement durable 2023-2028

Pour 2024-2025, il n'y a aucun poste budgétaire spécifique de prévu pour la mise en œuvre des mesures incluses au plan d'action de développement durable. L'ensemble des mesures ont été réalisées à même le budget de fonctionnement du TAT.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du Tribunal administratif du travail.

<https://www.tat.gouv.qc.ca/le-tribunal/publications-et-documents>

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation
COLLABORATION : Direction des ressources financières et matérielles
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG50

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 janvier 2025;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante:

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG51

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, le montant remboursé aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail a été de 7 349 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles
COLLABORATION : Direction des ressources humaines
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG52

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

- a) Le Tribunal a investi 0 \$ pour son programme d'aide aux employés (PAE) pour la période de référence. Les coûts du Programme d'aide aux employés (PAE) sont assumés en entièreté par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune somme n'a été dépensée en ressources externes en la matière.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés sur le site Internet du Tribunal administratif du travail : <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation

COLLABORATION : Direction des ressources financières et matérielles et Direction des ressources humaines

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG55

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) La liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) Les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) La liste des concours qui ont pris fin.

Le TAT n'a pas réalisé de concours ni de tirage entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

SOURCE : Services des communications
COLLABORATION : Direction générale des services à l'organisation
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG56

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Le TAT compte 7 employés affectés au Service des communications.
- b) Le montant dépensé par le Service des communications pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 totalise 45 633 \$.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Les sommes investies en veille médiatique pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 sont de 6 663 \$.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG57

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer :

- a) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- b) Le type d'incidents;
- c) Les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG58

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, il n'y a pas eu de rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule ».

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG59

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectués;
- c) rémunération totale déboursée.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

a) nombre de stagiaires reçus;

11 stagiaires

b) heures de stages effectués;

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;

c) rémunération totale déboursée.

106 386,54\$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG60

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :

- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Le TAT n'a mené aucun projet ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG67

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG69

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <https://soquij.qc.ca/a/fr>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG72

Pour 2024-2025, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG73

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, cinq (5) comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministre de Conseil exécutif pour des comités de sélection ou pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres (juges administratifs). Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Demers, Isabelle	558 \$	S.O.
Gagné, Pierre	1 086 \$	S.O.
Gesualdi-Fecteau, Dalia	1 000 \$	S.O.
Jacques, Claude	1 500 \$	S.O.
Lacoursière, Marc	1 200 \$	S.O.
Lynch, France	1 750 \$	S.O.
Martin, Claude	1 000 \$	S.O.
Morin, Sophie	400 \$	S.O.
Valois, Martine	1 200 \$	S.O.
Total	9 694 \$	0 \$

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2025